COMITÉ PAUVRETÉ & POLITIQUE

Pour une politique juste et efficace mise délibérément
au service de l'Homme, à commencer par le plus démuni
Association reconnue d'intérêt général

août 2015

Mondialisation : les raisons d'un échec (1)

INTRODUCTION.

Le 20 janvier 2014, dans le journal LES ECHOS, Monsieur Klaus Schwab, président fondateur du Forum Mondial de Davos publiait une chronique, dans laquelle il avouait que la gestion des conséquences de la mondialisation était un échec collectif.

C'est en nous appuyant sur ce constat qui ne saurait être discuté étant donné la personnalité de son auteur, que nous avons rédigé la présente note de réflexion.

Elle tente d'expliquer les raisons profondes qui nous ont conduits à cet échec.

Dans une deuxième note de réflexion, intitulée : « quelle mondialisation au XXIème siècle ? » nous proposons quelques remèdes pour transformer cet échec en réussite.

PLAN DE LA PRESENTE NOTE DE REFLEXION :

I- LES ANALYSES SE RECOUPENT TOUTES : L'ASCENSEUR SOCIAL NE FONCTIONNE PLUS. LES INEGALITES VONT S'ACCROISSENT DANGEREUSEMENT. POURQUOI ?

II – LE MARCHE DOIT ETRE REGULE. POURQUOI ?

III – LE RENONCEMENT DES POLITIQUES. UNE CATASTROPHE POUR LES CITOYENS.

ANNEXE : CHRONIQUE DE KLAUS SCHWAB : « VOTRE MISSION SERA DE REORGANISER LE MONDE »

53 grand Rue - 60540 PUISEUX LE HAUBERGER – Tél : +33 (0)3 44 26 56 07
site internet : www.pauvrete-politique.com - e-mail : pauvrete.politique@9online.fr

I- LES ANALYSES SE RECOUPENT TOUTES : L'ASCENSEUR SOCIAL NE FONCTIONNE PLUS. LES INEGALITES VONT S'ACCROISSENT DANGEREUSEMENT. POURQUOI ?

1 – La divison du monde salarié en trois catégories, selon Pierre-Noël Giraud

Depuis très longtemps, l'économiste Pierre-Noël Giraud a développé une démonstration à nos yeux imparable surles conséquences sociales de la mondialisation. Selon lui, pour un gouvernement sur un territoire donné, les décisions économiques sont d'autant plus faciles à mettre en œuvre que deux conditions sont réunies :

- **la première : que l'on puisse convaincre les perdants que leurs pertes ne sont que provisoires, et qu'à terme, ils bénéficieront également des effets bénéfiques de la décision.** C'est la notion de l'intérêt général bien compris, au nom duquel on demande d'oublier temporairement les intérêts catégoriels et immédiats.

- **La deuxième : que les perdants n'aient pas d'autre solution que de se soumettre à la décision.** (les autres choix, tels que quitter le pays étant difficiles ou trop coûteux).

Jusqu'aux années 80, ces condition étaient réunies dans les pays occidentaux ; car l'économie y était centrée sur des territoires géographiques : nos Etats-Nations. Le strict contrôle des changes et le niveau important des droits de douane rendaient difficile la délocalisation des entreprises. Le responsable politique avait donc le moyen d'imposer un certain nombre de choix sociaux. Ainsi, les gouvernements ont pu par exemple favoriser des augmentations de salaires au nom de l'intérêt général et du soutien à la consommation, tout en arguant de l'intérêt à moyen terme des entreprises, copiant l'exemple de Ford au début du siècle. (d'où le développement régulier de mesures sociales telles que le SMIC, la 4è semaine de congés payés, etc….).

On peut ajouter à ces considérations le fait que l'économie de production d'après guerre rendait moins âpre la pression concurrentielle. A cette époque, le fabricant d'automobiles pouvait imposer la couleur de la voiture ! Le pouvoir restait au producteur, non pas au distributeur ni au client.

Du fait que les charges imposées par les gouvernements aux entreprises touchaient de la même manière tous les concurrents, elles n'engendraient pas d'affaiblissement significatif des uns par rapport aux autres, et se révélaient même bénéfiques à terme, en stimulant la demande.

Depuis cette époque, la donne a complètement changé, par la conjugaison d'au moins quatre phénomènes :

- l'ouverture des frontières commerciales (négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce) et financières (suppression du contrôle des changes),
- la baisse considérable du coût des transports de marchandises,
- l'évolution des technologies

- les progrès des techniques de communication

Pour un grand nombre de biens et de services, le marché pertinent est devenu mondial.

- **Première conséquence :** les grandes entreprises se sont engagées dans une course effrénée à la taille critique pour répondre à ce marché dans les meilleures conditions de compétitivité. D'où les importantes opérations de fusions, rachats, restructurations etc.… qui, parfois, donnent le vertige. Ce mouvement cesse dès que les entreprises concernées sont parvenues à créer des oligopoles[1] au niveau de la planète, au nez et à la barbe des politiques impuissants. Les gouvernements n'ont plus les moyens de s'y opposer.

- **Deuxième conséquence** : le maître mot de la gestion contemporaine est devenu le « benchmarking », c'est à dire la comparaison des performances, *« compétitivité ! ».*

Les gestionnaires n'ont aucune raison objective pour accepter qu'une entreprise n'obtienne pas les mêmes performances techniques, commerciales, financières qu'une autre dans la même industrie. C'est une question de survie ! Par conséquent, dès qu'une délocalisation des sites de production est facile et rentable, les entreprises des pays occidentaux n'échappent pas à la comparaison des coûts.

La globalisation financière amplifie le phénomène. Les fonds de pensions et les investisseurs institutionnels adoptent un même comportement : en comparant les performances. Selon eux, si certaines entreprises obtiennent des rentabilités de 15 % sur fonds propres, il n'y a aucune raison pour que dans le même secteur, les concurrents n'obtiennent pas les mêmes rendements. Il n'y a même aucune raison de financer des entreprises moins avantageuses financièrement. C'est l'explication du discours des actionnaires aux dirigeants des groupes :

- « Abaissez vos coûts, concentrez-vous sur vos activités stratégiques et externalisez le reste. Ainsi nous jugerons mieux la rentabilité de votre activité principale
- Si vous ne pouvez obtenir les rendements exigés, reversez à vos actionnaires les profits, qu'ils iront investir ailleurs, sur des activités plus rentables
- Donnez-nous les moyens de vérifier que vous faites bien cela
- En contrepartie, nous vous octroierons des rémunérations et des parachutes dorés qui dépasseront votre imagination, pour être bien certains que vous serez capables de marcher sur Père et mère si

[1] Une situation d'**oligopole** se rencontre lorsqu'il y a sur un marché un nombre très faible d'offreurs (vendeurs) et un nombre important de demandeurs (clients). On parle aussi de situation de **marché oligopolistique**. L'étape suivant est le monopole.

Dans une situation d'oligopole, la demande est plus forte que l'offre, ce qui assure à une entreprise la vente de ses produits, quel que soit le prix ou la qualité. On notera que ce sont les entreprises en situation de monopole ou d'oligopole qui tiennent le discours le plus fort sur les bienfaits de la concurrence libre et non faussée….

nécessaire pour accroître nos profits. (Nous n'exagérons pas. Aux Etats Unis, l'écart entre la rémunération des PDG et le salaire médian, qui était 1 à 20 en 1963, est passé de 1 à 300 en 2015. Au Royaume Uni, il était de 1 à 47 en 1998, et il de 1 à 148 en 2015. Plus personne n'ose faire la comparaison avec le plus bas salaire… Il faudrait aussi ajouter que, parmi les exigences des actionnaires, figure en bonne place l'obligation, pour les PDG, d'utiliser tous les moyens possibles et imaginables, honnêtes ou pas, éthiques ou pas, pour esquiver l'impôt, ce qui accroît encore la captation de la valeur ajoutée par une petit nombre de citoyens dotés de tous les moyens pour y parvenir impunément.)

- **Troisième conséquence** : Ces contraintes se répercutent sur les entreprises locales que sont les sous-traitants et PME, même si leur activité n'est pas délocalisable, ou très difficilement.

- **Quatrième conséquence** : les hommes sont mis en compétition à l'échelle planétaire, les firmes deviennent apatrides et nomades. Là encore, la règle du marché s'avère impitoyable.

  - **Ceux dont les compétences sont indispensables** pour atteindre les exigences des actionnaires sont une ressource convoitée. Elevés à la dignité de « capital humain », ils sont, en tant que tels, associés à la rémunération du capital financier.

  - **Ceux dont la force de travail est aisément remplaçable**, dans un même territoire ou dans un autre sont gérés comme des flux matériels, en flux tendus. A leur égard, on demande le maximum de flexibilité. Leur mise en compétition au niveau mondial exerce une baisse inexorable sur les salaires et les charges sociales.

  - **Entre ces pôles**, subsiste l'ancien statut salarial, caractérisé par sa stabilité et une faible personnalisation des revenus. **Il tend à être laminé au profit des deux extrêmes.**

Tel est le résultat de la financiarisation de l'économie qui a conduit à placer l'Homme au service de l'économie et l'industrie au service de la finance. Tout fonctionne à l'envers. Le profit maximum à court terme est devenu la règle. Une civilisation peut-elle durablement résister à une telle politique ?

2 – La divison de la société en trois catégories, selon Robert Reich

La division du monde salarié en trois catégories, telle que la décrit Pierre-Noël GIRAUD, était déjà imaginée, en 1991, par Robert REICH, ancien ministre du travail sous la première administration Clinton, dans son livre : « L'économie mondialisée »[2].

[2] « L'économie mondialisée », par Robert Reich. DUNOD. Ecrit en 1991, traduit en français en 1997, il n'a pas pris une ride, car ce qu'il décrit se déroule effectivement (malheureusement) sous nos yeux.

Constatant la fin des entreprises géantes des années 50 à 70, fortement hiérarchisés (parfois sur le modèle des communautés militaires), centrées sur une production de masse, employant de très nombreux « cols bleus », et leur remplacement progressif par de vastes réseaux interdépendants, il distingue :

- les travailleurs routiniers, dont les emplois vont inéluctablement se délocaliser dans les régions où la production est moins coûteuse,

- les employés aux services aux personnes (hôpitaux, restaurants etc…) protégés des effets directs de la mondialisation, mais pas de ses effets indirects**,**

- Les découvreurs de problèmes, les résolveurs de problèmes, et les courtiers capables de les mettre en relation. Il les dénomme « manipulateurs de symboles ». Selon Robert REICH, ceux-là ont l'avenir devant eux. Ce sont eux qui sont indispensables au développement des entreprises. Ils sont capables d'imaginer les nouveaux couples produits-services qu'ils diffusent ensuite partout sur la planète. De fait, des grandes entreprises délocalisent et cèdent progressivement leurs usines, pour se transformer en un réseau de service qui mettra sur le marché des produits fabriqués dans le tiers monde.

Et Robert REICH d'ajouter que le système éducatif américain prépare admirablement les enfants favorisés à devenir ces fameux manipulateurs de symboles, à la différence des écoles des enfants pauvres, et…. du système français, qui ne prépare pas suffisamment aux qualités suivantes : aptitude à l'abstraction, à la pensée en termes de système, à l'expérimentation et au travail en équipe.

Robert REICH prévoit, par prolongement des courbes actuelles, que le 1/5 de la population américaine **-les manipulateurs de symboles-** se partagera en 2020 60% de tous les revenus américains, et le cinquième inférieur moins de 2%.

En cette année 2015, les courbes donnent raison à Robert Reich.

3 – Les trois groupes sociaux imaginés par Jacques Attali dès 1998

Lors de la troisième séance des « entretiens du XXIè siècle », organisée à Paris par l'Unesco le 6 avril 1998, en présence de Boutros Boutros-Ghali, Jacques Attali aboutissait à la même conclusions, mais en s'appuyant sur les conséquences des nouvelles technologies. Selon lui, « la technologie allait pousser à la naissance de trois groupes sociaux, tant à l'intérieur de chaque pays, qu'à l'échelle planétaire ».

Il imaginait :

Premièrement, l'hyperclasse, un groupe qu'il évaluait à plusieurs dizaines de millions de personnes. Il les imaginait disposant de tous les moyens de la connexité et de la création, qui créent et qui manipulent les informations, qui sont des nomades volontaires, et qui sont dans une situation d'individualisme exacerbé.

Deuxièmement, les nomades de misère, au bas de l'échelle, subissant les technologies et obligés de bouger pour trouver du travail ou pour survivre, un groupe évalué à environ un milliard d'individus.

Troisièmement tout le reste, une gigantesque classe moyenne, *vivant dans l'espérance factice de rejoindre l'hyperclasse et dans la peur réelle de basculer dans le nomadisme planétaire.* Cette classe moyenne, disait Jacques Attali, vivra dans le spectacle donné par les nouveaux moyens de communication. Il ajoutait même: si la réversibilité et la précarité deviennent la règle, il faudra le faire oublier pour que l'ordre social soit maintenu. Spectacles et distractions deviendront alors plus que jamais des industries majeures, car la distraction sous toutes ses formes, - jeux, loisirs, fêtes, sports, religions (au sens de la multiplication des sectes), cinéma, voyages dans l'espace, - deviendra absolument vitale pour maintenir l'ordre social ».

Dix sept ans plus tard, on ne peut qu'être frappé par la réalisation de ces prédictions.

II – LE MARCHE DOIT ETRE REGULE. POURQUOI ?

Cette affirmation est un lieu commun, mais mérite d'en expliquer les raisons.

1 – Les craintes de Georges Soros : « L'intégrisme du marché représente une menace plus redoutable pour la société ouverte que l'idéologie totalitaire ».

Sur les conséquences découlant de marchés non encadrés ou non régulés, George SOROS, le célèbre spéculateur mondial, est radical. Il n'hésitait pas à déclarer en 1996 : *« …si des gens comme moi peuvent faire chuter des gouvernements, c'est qu'il y a quelque chose de détraqué dans le système ».* **On ne peut être plus sévère à l'encontre des responsables politiques.**

Dans son livre « L'intégrisme des marchés », publié en 1998, il explique très bien l'opposition entre valeurs du marché et valeurs sociales dans les termes suivants :

> *«…Comme intervenant anonyme sur les marchés financiers, je n'ai jamais eu à peser les conséquences sociales de mes actes. En certaines circonstances, j'étais conscient que leurs retombées pouvaient être néfastes, mais je ne m'en préoccupais guère, puisque j'agissais dans le respect des règles.* ***Si je m'étais imposé des contraintes supplémentaires, j'aurais fini par perdre. Je savais que mes scrupules ne changeraient rien au monde réel, étant donné les conditions de concurrence efficace ou presque parfaite qui règnent sur les places financières ».***

Quelques pages plus loin, il enfonce le clou à nouveau : *« En tant qu'intervenant sur les marchés, j'essaye de maximiser mes profits. En tant que citoyen, je me préoccupe de valeurs sociales : paix, justice, liberté etc. Ma participation au marché ne me permet pas d'exprimer mon attachement à ces valeurs. Supposons que les règles qui gouvernent les marchés financiers doivent être modifiées. Je ne peux les changer unilatéralement. Si je m'impose des règles sans les imposer aux autres, mes performances sur les marchés s'en ressentiront, mais cela n'aura aucun effet sur les marchés eux-mêmes, puisque aucun agent isolé ne peut les modifier ».*

En clair, sur un marché totalement libre, si votre concurrent est un voyou, vous devez être un voyou, sinon, vous sortez du jeu. Vous n'avez pas le choix.

Ceci conduit George Soros à affirmer (page19) : *« … Le capitalisme, avec sa confiance illimitée dans le les forces du marché, constitue un danger d'un nouveau genre.* ***L'intégrisme du marché représente une menace plus redoutable pour la société ouverte que l'idéologie totalitaire ».***

<u>2 – Les limites du rôle du marché, selon le professeur Aglietta :</u> « le marché n'a jamais été capable, à lui seul, de préserver la cohésion sociale. »

Le 9 décembre 1997 Michel Aglietta, professeur à l'Université Paris-X-Nanterre, déclarait au journal Le Monde : *« L'individualisme a une face positive : il engendre de l'initiative, il nourrit chez l'individu une envie de changer le futur, le sien et celui de ses enfants. Il a une face négative : il exacerbe les forces du marché. Or, le marché n'a jamais été capable, à lui seul, de préserver la cohésion sociale.* ***Il ne sait pas empêcher que les salariés soient exclus du marché du travail, en grand nombre ou que les inégalités sociales croissent sans limite.*** *La médiation politique crée des valeurs communes grâce auxquelles les individus se reconnaissent membres d'une même collectivité. Elle inscrit ces valeurs dans des institutions qui ont une action régulatrice sur la dynamique du capitalisme. Cette régulation s'est profondément dégradée depuis une vingtaine d'années…. »*

<u>3 - Le constat du CJD en 1994</u> : « Depuis vingt ans[3], l'entreprise, pour gagner, fait perdre la société ».

Le Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprises (CJD) a parfaitement identifié le problème il y a plus de dix ans. Il a le courage de l'exposer clairement, et de chercher en permanence les meilleures réponses. (C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles il réclame - à juste titre - le droit à l'expérimentation).

Dans la préface de son livre « L'Entreprise au XXIème Siècle », publié en 1994, il écrivait ***:*** *« Depuis vingt ans, l'entreprise, pour gagner, fait perdre la société. Jusqu'à quand et à quel prix cette situation est-elle soutenable ? »*

Il ajoutait :

« Interpellés par les politiques et l'opinion sur le thème de l'emploi, mais impuissants face à cette demande, ligotés par la dictature des marchés, mais incapables d'y résister, les chefs d'entreprise que nous sommes sont de plus en plus écartelés entre leurs exigences sociales et les contraintes économiques. Sur le fil du rasoir, nous oscillons entre les plans sociaux que nous sommes contraints de mettre en place (pour traverser une passe difficile, pour assurer la pérennité de l'entreprise…) et les entreprises d'insertion que nous nous sentons tenus de soutenir. Nous sommes parfois obligés, pour gagner des marchés, de nous soumettre à des pratiques douteuses, tandis que nous défendons des valeurs de loyauté, de justice et de libre entreprise. Nous nous inclinons face à <u>la Loi du marché, qui est celle du plus fort</u>, tout en prônant le respect de l'autre dans sa différence.

[3] C'est-à-dire, selon le CJD, depuis la décennie 70.

Citoyens, nous traversons une crise de sens et de valeurs, parce que nous nous sommes laissés piéger par l'idée que l'économie libérale de marché était la seule forme d'économie valable et parce que nous avons laissé l'agent économique l'emporter sur le responsable politique, au sens noble du terme.»

4 - Le résumé du Président de la République Française, en 2010

Dans son discours introductif du 14 septembre 2009, lors de la remise du rapport Stiglitz, le Président de la République n'y est pas allé par quatre chemins, résumant « à la hussarde » tout ce qui précède :

« ….Derrière la religion du chiffre, derrière tout l'édifice de nos représentations statistiques et comptables il y a aussi la religion du marché qui a toujours raison. Il y a cette idée que le marché peut résoudre tous les problèmes, donner le vrai prix à chaque chose.

Si le marché avait la bonne réponse à tout, cela se saurait.
Si le marché ne se trompait jamais cela se verrait.
Il y a des marchés incomplets, il y a des marchés imparfaits.
Le marché n'est pas porteur de sens.
Il n'est pas porteur de responsabilité.
Il n'est pas porteur de projet.
Il n'est pas porteur de vision.
Les marchés financiers encore moins.
On ne sait pas la valeur d'un actif parce que le marché donne un prix toutes les secondes.
C'est même tout le contraire.

Il faut que la loi de l'offre et de la demande puisse s'exprimer.
Elle nous donne des indications précieuses. Mais on ne construit pas un projet de société, on ne construit pas un projet de civilisation uniquement à partir du marché. Un projet de civilisation, c'est une volonté collective, un effort collectif inscrits dans la durée. Ce n'est pas que le fruit de la confrontation instantanée de l'offre et de la demande.

Nous ne résoudrons pas le problème du réchauffement climatique simplement en laissant s'instaurer l'équilibre sur le marché du carbone, pas plus que nous n'avons réussi à maîtriser les risques économiques et financiers en laissant s'instaurer l'équilibre de l'offre et de la demande sur les marchés des risques.

Nous ne pouvons pas nous concentrer uniquement sur les données que nous fournit le marché. A force de faire comme si toute la vérité était dans le marché, on finit par le croire. Mais si c'était vrai, nous n'en serions pas où nous en sommes.

On fait dire aux marchés, comme à la statistique, ce qu'ils ne peuvent pas dire ».

III – LE RENONCEMENT DES POLITIQUES. UNE CATASTROPHE POUR LES CITOYENS.

Kimon Valaskakis, ancien ambassadeur du Canada à l'OCDE, et Président du club d'Athènes, s'est essayé à expliquer pourquoi nous sommes dans cette situation[4]. Réfléchissant sur la future gouvernance mondiale, il explique la situation actuelle par l'Histoire.

Depuis le XVè siècle au moins, rappelle t-il, les relations entre Etats reposent sur cinq piliers :

- **La souveraineté :** le prince, puis le peuple par l'intermédiaire de ses élus, détient à lui seul le pouvoir absolu. Le droit d'ingérence n'existe pas.
- **Le territoire physique** : ce pouvoir s'exerce sur un territoire physique, le plus souvent un Etat-Nation.
- **Les gouvernements sont les acteurs les plus puissants du monde** : pour que le système fonctionne, il faut que le gouvernement central soit détenteur non seulement de la souveraineté juridique, mais aussi de la souveraineté effective, pour pouvoir imposer la loi.
- **Aucun droit supranational** : si ce n'est celui issu des traités bilatéraux.
- **La guerre entre nations souveraines reste un moyen légitime** pour résoudre les différents.

Après la seconde guerre mondiale, les gouvernants ont bouleversé cet ordre en acceptant la mondialisation des échanges, sans être suffisamment conscients de toutes ses conséquences, et sans concevoir une nouvelle organisation. Bref, sans précautions.

a- Ils ont transféré à d'autres une partie de leurs compétences.

Ce transfert s'est réalisé dans trois directions :

- **Vers le bas,** par la décentralisation
- **Vers le haut,** par l'émergence d'organisations intergouvernementales, et d'un droit international (Création de l'Europe, Organisation Mondiale du Commerce, Tribunal de la Haye, etc.)
- **Latéralement,** vers les forces du marché, au moyen de quatre instruments souvent utilisés inconsidérément, sans projet d'ensemble :
    - déréglementation,
    - privatisation,
    - coupures budgétaires,
    - le tout accompagné de traités de libre échange économiques et financiers.

[4] Futuribles N° 265 de juin 2001. Nous nous sommes permis de résumer son texte ci-après, de l'actualiser et de le ponctuer d'exemples récents.

b – Ils vont constaté tardivement que le territoire n'est plus l'élément clé du pouvoir.

Le progrès des technologies a pour conséquence de mettre à mal les systèmes d'autorité basés sur la notion de territoire géographique. Les questions de finance internationale, d'Internet, d'écologie de santé publique etc.. ne peuvent plus se traiter à l'échelle nationale. Du reste, les hommes le plus puissants de la planète (chefs religieux, ou financiers tels Soros ou Bill Gates par exemple) n'exercent aucune souveraineté territoriale. Cela ne leur est pas nécessaire.

c – Ils ont laissé des organisations diverses s'imposer à leur place sur la scène internationale.

Face aux pertes d'autorité du politique, des acteurs non étatiques s'imposent sur la scène mondiale, et deviennent parfois incontournables (OCDE, organisations religieuses, sectes, lobbies, multinationales, ONG, etc…). Après la négociation de l'OMC à Cancun, en septembre 2003, le Commissaire Lamy s'est plaint que les discours des Chefs d'Etats Africains avaient été écrits par l'ONG Oxfam.

d – Enfin, les Etats se sont placés en concurrence parfaite devant les grands acteurs économiques.

Ce transfert de pouvoirs sans réflexion approfondie a considérablement affaibli les politiques, car il a donné aux acteurs économiques les moyens de réagir aux décisions politiques en quittant un territoire et en emportant leurs capitaux avec eux.

Après avoir racheté leurs concurrents, certaines d'entre elles ont réussi à s'organiser dans certains secteurs en oligopoles mondiales (4 ou 5 acteurs) qui s'entendent sur les prix et évitent soigneusement de se faire concurrence.

Elles tiennent un discours menaçant vis à vis des gouvernements : *« offrez-moi (à mon entreprise) des conditions plus avantageuses que celles des pays où la fiscalité est la plus favorable, ou je m'en vais ! ».* Ainsi les gouvernements se trouvent paralysés. Mis en situation de concurrence comme de banales entreprises, ils n'ont plus qu'à tailler dans leurs budgets et de démanteler leurs régimes sociaux, pour gagner la course « au plus offrant » qu'ils se livrent entre eux de façon pathétique, au sein même de l'Europe.

D'où les inégalités qui se creusent à la fois par le haut et par le bas.

C'est le monde à l'envers. La perversion totale du système économique et du projet Européen. Des entreprises qui se sont affranchies de la concurrence, et des Etats en concurrence parfaite ! La facture est payée par les citoyens.

Voilà pourquoi l'actionnaire peut aujourd'hui exiger des rentabilités déraisonnables (voire aux conséquences prédatrices), sans aucun frein.

On peut aussi citer l'exemple de la négociation en cours sur l'accord transatlantique de libre échange. Les américains ont osé demander à l'Union Européenne d'avoir

connaissance de tous les projets de Lois européens avant la publication du premier projet ! En clair, ils exigent le contrôle de la Loi.

Autre exemple : la lettre arrogante de Maurice M. Taylor adressée en 2013 à un ministre Français. Certes, le Ministre était critiquable et maladroit, mais… tout de même ! Quel était son discours ?

1- Je vais fermer une usine en France,
2- Je vais ensuite déplacer la production dans le tiers monde en payant mes salariés un euro de l'heure, sans m'embarrasser de normes environnementales, et sans m'inscrire dans une démarche de progrès social et environnemental, puisque personne ne peut le contrôler.
3- Je vais importer les produits en France, sans droits de douane,
4- Enfin, je vais laisser à la charge des citoyens du monde les externalités négatives (coûts environnementaux et sociaux) qui résultent de mes choix.

Au travers de cette lettre, c'est tout le peuple français que Taylor interpellait avec mépris, sous-entendant que la souveraineté des peuples avait depuis longtemps été reléguée au grenier sous les toiles d'araignées, et qu'il n'était même plus nécessaire de prendre des formes pour le rappeler.

Même philosophie de la part de Bob Diamond, ancien PDG de Barclays, qui déclarait dans la presse en 2009 : « le temps des regrets, pour les banquiers, est révolu ». Aucun politique n'a réagi.

Si un nouvel équilibre ne peut pas être trouvé par le retour au bon sens et aux principes démocratiques, nous risquons une déflagration mondiale, car la situation actuelle n'est pas durable.

La corruption a de très beaux jours devant elle.

Ce n'est pas tout. On a créé la mondialisation, mais le champ d'action des Tribunaux est resté national. De plus, les instructions ont données aux plus hauts niveaux des Etats (corruption) pour que les Tribunaux coopèrent mal entre eux. Résultant, Il y a déjà près de 30 ans, le Juge Jean Maillard pouvait publier un livre intitulé : « un monde sans loi ». On peut citer également « l'appel de Genève » lancé par des juges d'instructions. Rien n'a changé. Il est clair que cela contribue largement au développement de la corruption.

Le problème est le même pour l'évasion fiscale. Les services fiscaux des Etats Nations ne peuvent pas contrôler les groupes économiques dans leur ensemble C'est peut-être souhaitable, mais il faut alors que des solutions soient trouvées pour que le juste impôt soit payé dans le pays où est réalisé le profit et obtenue la valeur ajoutée.

Les Etats n'y parviennent pas, tant et si bien que l'impôt devient insupportable pour les citoyens. Tant et si bien que les plus riches s'exilent dans les paradis fiscaux ce qui aggrave à la fois les inégalités et la pression fiscale sur les classes moyennes qui ne peuvent pas s'exiler

ANNEXE

POINTS DE VUE

IDÉES POINTS DE VUE

de Klaus Schwab

Votre mission sera de réorganiser le monde

Par Les Echos | 20/01 | 06:00

Seattle, Prague, Gênes, Melbourne. Il y a dix ans, ces villes étaient le théâtre de violentes manifestations, toutes dirigées contre un ennemi nébuleux : la globalisation. Qu'il s'agisse de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale ou encore de notre propre World Economic Forum, les organisations visées étaient de haut niveau. Au cours de ces réunions, si la condamnation de la violence était unanime, les opinions exprimées à l'égard des griefs formulés par les manifestants l'étaient moins.

Si chacun comprenait que nous étions face à un monde en devenir, de plus en plus interconnecté, l'on sentait bien qu'il serait également plus inégalitaire et plus instable. Et personne n'était vraiment au clair sur la façon de répondre à cette double évolution. En conséquence, le type de gouvernance réclamé par cette nouvelle complexité du monde est resté une question largement éludée. Nous payons aujourd'hui le prix de cette indécision et de cette désunion. Ces dernières années, nos réunions de Davos ont souvent été dominées par les crises en lien avec la globalisation.

Qu'il s'agisse de la crise financière mondiale, des révolutions arabes ou du risque de disparition de l'euro, les leaders du monde arrivaient au Forum avec un agenda prioritaire et un mode de réponse censé être adapté aux problèmes du moment.

Aujourd'hui, la situation est différente. Le conflit au Moyen-Orient, celui qui menace dans la mer de Chine, l'attitude de la Fed quant au calendrier fixé pour la sortie progressive de sa politique monétaire accommodante ou encore la poudrière que représentent les 75 millions de jeunes sans emploi dans le monde sont autant de risques de déflagration à court terme et tout indique que ce type de menace ne fait que croître.

J'estime que cette situation est le résultat d'un échec collectif face à la façon de gérer les conséquences de la mondialisation. Un échec qui s'est construit pas à pas au cours des dizaines d'années qui viennent de s'écouler. **Au fond, le message délivré par les militants antimondialisation au tournant du siècle dernier était juste.** Notre système international de gouvernance n'est plus adapté face à un monde qui change à une allure si rapide. Il est à l'évidence inadapté face à la complexité des bouleversements qui sont à l'oeuvre.

Depuis la fin du siècle dernier, la mondialisation a aidé des centaines de millions d'êtres humains à sortir de la pauvreté. Durant la même période, la plupart de ces personnes sont devenues des consommateurs de l'économie globale, se regroupant dans de nouvelles zones urbaines avec un besoin toujours croissant d'infrastructures et de ressources. Un véritable défi lancé à nos capacités logistiques et managériales.

Les émissions de gaz à effet de serre ont poursuivi de façon ininterrompue la trajectoire ascendante, alors que, dans le même temps, les efforts de la communauté internationale pour répondre à cette terrible tragédie se sont soldés par des échecs. Les **marchés financiers** ont montré à quel point les risques mal identifiés qu'ils recèlent et l'absence de réponse coordonnée à ces dangers potentiels ont un impact catastrophique pour l'ensemble du monde.

Dans le même temps, la formidable accélération de la technologie est en passe de changer tout ce qui touche à notre vie quotidienne. La façon dont les Etats ou les entreprises utilisent ces nouvelles technologies change aussi radicalement notre conception même de la vie privée. Chacun de ces exemples montre clairement la double nature de notre monde moderne, sa face brillante comme sa face sombre.

L'absence de crise immédiate à gérer doit conduire les dirigeants participant cette semaine au Forum de Davos à s'interroger sur le long terme. Le thème de notre réunion, la réorganisation du monde, doit les aider à prendre la mesure des révolutions à l'oeuvre et à trouver les réponses aux tremblements de terre qui nous attendent. Il est temps de dépasser la question des risques à court terme. Notre rôle est de faire en sorte que, dans les années qui viennent, les opportunités offertes par la mondialisation continuent à l'emporter sur les risques qu'elle représente.

Klaus Schwab

Klaus Schwab est fondateur et président exécutif du World Economic Forum

Avertissement du Comité Pauvreté et Politique. Cet article est remarquable, mais infiniment dangereux. Tout au long de cette chronique, Klaus Schwab n'écrit pas une seule fois les mots «Chefs d'Etats» ou «responsables politiques» voire «peuples souverains». Le titre lui-même est éloquent. Pour Klaus Schwab, la réorganisation du Monde relève des entreprises et non des élus des peuples …

Or, si les avis des grands acteurs économiques sont indispensables, car ils ont la connaissance et la compétence, les décisions relèvent des seuls Chefs d'Etats, mandatés par leurs peuples. Sinon, nous ne sommes plus en démocratie.